

Le nouveau **Afrique**

74 NOVEMBRE 2014

Un regard positif sur l'Afrique

Magazine d'information et d'analyse politique, économique, sociale, sportive et culturelle

DOSSIER

GRANDS BARRAGES ET SYSTEMES D'IRRIGATION



00740

5 414306 141414

#74 NOVEMBRE 2014 / MENSUEL
2000 CFA / 2000 FC / 5 USD / 3,00 €
WWW.LENOUVELAFRIQUE.NET

SOCIÉTÉ
CÔTE D'IVOIRE
LES TRAVAILLEURS
DOMESTIQUES MIEUX
PROTÉGÉS PAR LA LOI

FRIENDLY FOOT
6^E ÉDITION DU
MUNDIALITO

POLITIQUE
TUNISIE
LA RÉVOLUTION
INACHEVÉE

ÉCONOMIE
**ÉCONOMIE DE MARCHÉ
ET PROSPÉRITÉ**
DES LIENS POSSIBLES

A STAR ALLIANCE MEMBER



 BUSINESS

SIMPLEMENT MIEUX.

Découvrez de nouveaux standards de confort.

- **Espace:** votre fauteuil se transforme en un lit parfaitement plat de 2m de long
- **Confort:** réglage du moelleux du couchage et fonction massage
- **Innovations:** commandes du siège sur écran tactile, lumière d'ambiance personnalisée
- **Divertissement:** écran extra-large de 15,3" et plus de 100 heures de vidéo à la demande

brusselsairlines.com/experience

 Flying from
brussels
airport

WE GO
THE EXTRA
SMILE.



**brussels
airlines**



Par Daouda Émile Ouédraogo

FAIRE RENAIÎTRE L'ESPOIR



L'agriculture est l'une des ressources capitales pour les populations africaines. La principale ressource pour favoriser une exploitation optimum de l'agriculture est l'eau. Dans plusieurs pays africains, la lutte pour pérenniser la ressource hydraulique est farouche. L'agriculture, surtout celle irriguée est contemporaine de la disponibilité de l'eau. Sans eau pas d'agriculture ; sans irrigation, pas d'agriculture. Le combat des producteurs africains est de gagner la bataille de la disponibilité de l'eau afin de pouvoir produire durant toute l'année. Or, pour avoir de l'eau en permanence, il faut avoir des infrastructures capables de retenir ces eaux et de les garder aussi longtemps que possible. Les producteurs africains luttent avec les gouvernants pour créer des espaces où on entendra plus parler de retenue d'eau ayant tari ou de barrages ayant tari. Il faut créer et entretenir l'espoir d'une agriculture qui résiste aux intempéries du temps, aux aléas climatiques et aux incertitudes de la nature. Cela est possible dans la mesure où, les États africains soutenus par les chercheurs et le secteur privé, peuvent mettre ensemble leurs forces en vue de vaincre les obstacles qui s'opposent à l'expansion de l'agriculture. Pour y parvenir, les mécanismes disponibles et les idées ne manquent pas. La première des actions à entreprendre est de faire en sorte que les barrages soient gérés par des structures privées. Car, lorsque les barrages sont gérés par le privé, la rigueur dans la gestion fait en sorte que les utilisateurs sont obligés de protéger ce qu'ils utilisent. Deuxièmement, lorsque le secteur privé, gestionnaire d'une infrastructure hydraulique, met en place des règles, édictent des lois et prend des mesures pour protéger la ressource, les producteurs sont enclins à respecter ses mesures plus que celles édictées par l'État. L'agriculture ne va pas sans l'eau. Partant de ce constat, l'Afrique a besoin d'unir ses forces pour créer les conditions idoines à l'exploitation rationnelle et solidaire de ses ressources en eau. Il faut bâtir une communauté de destin où le faible a sa place à côté du fort. On parle aujourd'hui d'agro-business, de créer des opportunités pour les producteurs, d'écoulement des produits agricoles, tout cela est beau et sera réellement profitable aux africains, si l'eau est disponible en quantité suffisante durant toute l'année. Le Rapport de la Commission pour l'Afrique de 2005, par exemple, a appelé au doublement des surfaces irriguées de la région d'ici à 2015. Cependant, pour atteindre un résultat de cette ampleur, il est nécessaire d'approfondir notre connaissance des régions qui pourraient en tirer le meilleur profit, et aussi des tech-

nologies les plus appropriées à ces régions. Un des objectifs de cette étude sur l'irrigation conduite dans 24 pays et entreprise dans le cadre du diagnostic de l'infrastructure des pays d'Afrique est d'identifier les régions agricoles où les investissements dans l'irrigation peuvent produire les plus grands bénéfices. Un objectif annexe est d'estimer le montant et l'étendue des investissements nécessaires pour obtenir ces résultats. Pour y arriver, il y a des dispositions et des mesures à prendre, des investissements à réaliser, des rêves à concrétiser. Parmi ceux – ci la construction et l'aménagement d'infrastructures hydrauliques de grande capacité ; la promotion de l'irrigation gouttes à gouttes ; la mise en place de structures habilitées à conseiller, diriger et informer les producteurs, mettre à leur disposition des microcrédits pour le développement de leurs activités. L'Afrique est la terre des espoirs et les producteurs africains doivent pouvoir vivre et faire renaître cet espoir dans le cœur des populations pour lesquelles ils se battent au quotidien pour assurer la survie. Les grands barrages et les systèmes d'irrigation sont l'une des clés pour assurer la sécurité alimentaire sur le continent. Il ne faut pas se leurrer sur cette réalité. Car, comme le disait Olivier de Kersauson : « Toutes les idéologies politiques qui ont voulu modifier le monde paysan ont échoué parce que le monde agricole ne peut être géré par des théories, il est régi par la réalité. » Les producteurs africains ont besoin de vivre cette réalité à travers une disponibilité pérenne de la ressource en eau.

SOMMAIRE



6 DOSSIER PISCICULTURE EN AFRIQUE À LA DÉCOUVERTE DES DIFFÉRENTS SYSTÈMES DE PRODUCTION

8 LUTTE CONTRE LES PÉNURIES D'EAU LA NÉCESSITÉ DE LA MAÎTRISE DE L'EAU

12 POLITIQUE AFRIQUE EST-CE QUE LA DÉMOCRATIE GARANTIT LE DÉVELOPPEMENT ?

14 POLITIQUE FRANÇAISE EN AFRIQUE LE BILAN DE FRANÇOIS HOLLANDE SUR LE CONTINENT

16 AFRIQUE QUELLE ALTERNATIVE À LA SÉCESSION DES ÉTATS ?

18 TUNISIE LA RÉVOLUTION INACHEVÉE

20 VIE DE PARTIS DÉMOCRATISER LES PARTIS POLITIQUES AFRICAINS

22 ÉCONOMIE CAMEROUN LE PROTECTIONNISME EST-IL PROTECTEUR ?

24 ÉCONOMIE DE MARCHÉ ET PROSPÉRITÉ EN AFRIQUE DES LIENS POSSIBLES

26 LIBERTÉ OU CONTRÔLE DES PRIX COMMENT MAÎTRISER LA HAUSSE DES LOYERS EN CÔTE D'IVOIRE ?

28 PROTECTIONNISME OCCIDENTAL ENTRAVE À LA MONDIALISATION EN AFRIQUE

Le nouvel Afrique
Un regard positif sur l'Afrique

Mensuel d'informations
Un regard positif sur l'Afrique

MISSION STATEMENT

La direction du magazine Le nouvel Afrique porte l'Afrique dans son cœur et est désireuse de rassembler dans ce mensuel d'informations des nouvelles positives sur l'Afrique. Le nouvel Afrique se veut une porte d'entrée vers l'Afrique en offrant une information responsable et objective sur ce continent. Les sujets (politiques, sociaux, économiques, sportifs et culturels) abordent des thèmes sensibles, tout en conservant néanmoins, une perspective positive. Le sous-titre du nouvel Afrique est 'Un regard positif sur l'Afrique'.

Directeur de publication : Cyrille Momote Kabange

Rédacteur en chef : Daouda Emile Ouedraogo

Éditorialiste : Cyrille Momote Kabange

Comité rédactionnel : Daouda Emile Ouedraogo, Alexandre Korbéogo, Anthony Vercriusse, Cyrille Momote Kabange, Mouhamadou Moustapha Thiam, Alain Traoré, Jamil Thiam, Hilaire Hubert, Jamal Garando, Yves Makodia Mantséka, Noël Kodja, Innocent Ebodé, Eric Mertens, Marobe Wama, Fleury Steve ESSIANE EBAMANE, Chofofor Che, Louis-Marie KAKDEU, Docteur Sali Bouba Oumarou, Lanre Olagunju, Christian N'da, SUY Kahofi

Photographie : Maxime Devaux, Ronald Devaux, Afrikavision, Sputniktilt, Nic Roets, Rjesse Allen - NASA Earth Observatory, prayitno hadinata, Jean-Marc Ayrault, Rob, Jerzystrzelecki, Africa1979, Zenman, USAID Africa Bureau, Ferdinand Reus, Nairobi123, MEDEF, Marco Bellucci

Couverture : «Projet d'irrigation du fleuve Orange, Afrique du Sud» par Jesse Allen - NASA Earth Observatory. - Public domain

Layout : bruocsella.be / bruocs@gmail.com



**INDEPENDANCE
CHA-CHA**



32 SOCIÉTÉ
RÉVOLUTION EN CÔTE D'IVOIRE
LES TRAVAILLEURS DOMESTIQUES MIEUX PROTÉGÉS PAR LA LOI

34 FRIENDLY FOOT
6^E EDITION DU «MUNDIALITO» À BLEGNY À LIÈGE
160 JOUEURS ONT PARTICIPÉ AU PRESTIGIEUX TOURNOI DE FOOTBALL

36 SPORT
JEAN-MARIE KANIKI MASENGO, ANCIEN FOOTBALLEUR CONGOLAIS

38 NEWS DU NET

40 DIASPORA
CAMILLE KAMGA, PROFESSEUR D'UNIVERSITÉ, DIRECTEUR DU CENTRE DE RECHERCHE EN TRANSPORT DE NEW YORK

42 ÉCHOS DU CONTINENT

46 CULTURE
MUSIQUE
CONSTRUCTION D'UNE CONSCIENCE NATIONALE AU CONGO PAR LES MUSIENS

48 LITTÉRATURE-IN MEMORIAM
12 OCTOBRE 2013 - 12 OCTOBRE 2014 : UNE PENSÉE POUR UN POÈTE DISPARU

ADMINISTRATION & PUBLICITÉ

Direction Générale : Le LNA est une publication de l'asbl Friendly Foot
www.friendlyfoot.be

Directeur adjoint : Christel Kompany

Président : Augustin Izeidi

Direction Commerciale : A.S.C. sprl

COMMUNICATION, PUBLICITÉ & VENTE

Directeur général : Mahamat Haroun



SIÈGE SOCIAL

Avenue des Coquelicots 7

1420 Braine l'Alleud

Belgique

E-mail: info@lenouvelafrique.net

Site web: www.lenouvelafrique.net

À LA DÉCOUVERTE DES DIFFÉRENTS SYSTÈMES DE PRODUCTION

Par Anthony Vercruisse

L'évolution de l'agriculture sur le continent appelle à la création de nouveaux espaces et de modes de production. Les systèmes de production, de par leur diversité doivent contribuer à bâtir les fondements d'une agriculture pérenne et ambitieuse. L'Afrique agricole se réveille.

L'Afrique est un continent agricole à plus de 90 pour cent. Dans sa région subsaharienne, le développement de l'agriculture a été une bonne option pour l'atteinte de l'autosuffisance alimentaire. Pour plus d'efficacité dans le rendement agricole, plusieurs systèmes de production ont été mis en chantier avec des résultats et des fortunes diverses.

Bref aperçu de la région agricole subsaharienne

Cette région regroupe 626 millions d'habitants dont 61 pour cent (soit 384 millions) travaillent dans l'agriculture. La superficie totale des terres émergées est de 2455 milliards d'hectares dont 173 millions cultivés (cultures annuelles et pérennes), soit le quart de la superficie potentiellement exploitable. Les zones arides et semi-arides constituent 43 pour cent de la superficie totale. En Afrique de l'Ouest, 70 pour cent de la population totale vit dans les zones humides et sub-humides tandis qu'en Afrique de l'Est et

australe, seule la moitié de la population occupe ces terres. 15 systèmes de production ont été identifiés en Afrique. Vu le nombre de ménages agricoles qui peuvent appartenir à un système de production, il est inévitable de retrouver une forte hétérogénéité dans les plus grands systèmes et plusieurs sous-systèmes peuvent être identifiés dans ce cas. Les cinq systèmes les plus importants en termes de population, de pauvreté et de potentiel de croissance sont disséminés un peu partout en Afrique.

Le système irrigué et le système arboricole

Le système irrigué. Il regroupe des grands périmètres irrigués couvrant 35 millions d'hectares pour une population agricole de 7 millions d'habitants. La culture irriguée est renforcée par des cultures pluviales ou par l'élevage. La maîtrise de l'eau est totale ou partielle tandis que la taille des exploitations va de 22 hectares par ménage dans le périmètre de Gezira à moins de 1 hectare. Le risque d'échec total de culture n'existe prati-

quement pas mais le revenu des exploitants est sensible aux pénuries d'eau, à la détérioration des structures d'irrigation et au déséquilibre entre les coûts des intrants et les prix des produits. La plupart des périmètres sont aujourd'hui confrontés à des crises mais si les problèmes d'ordre institutionnel sont résolus, le potentiel de croissance agricole futur est garanti. L'incidence de la pauvreté est plus faible que dans les autres systèmes de production et le nombre de pauvres en termes absolus est réduit.

Quant au système arboricole, l'aire d'extension de ce système s'étend dans la zone humide de l'Afrique de l'Ouest et du Centre et occupe 73 millions d'hectares pour une population agricole de 25 millions d'habitants. Les terres cultivées couvrent 10 millions d'hectares (6 pour cent), dont seulement 0,1 million est irrigué. Ce système est organisé autour de la culture de produits industriels tels que le cacao, le café, le palmier à huile et l'hévéa. Les cultures vivrières intercalaires servent principalement à l'autoconsommation. L'élevage de bovins est limité. On y rencontre également des plantations industrielles (pal-



"Sorgho rouge blanc" par Sputniktit - Creative Commons Attribution-Share Alike 3.0

miers à huile et hévéa notamment), ce qui offre divers services aux petits exploitants à travers des plantations pilotes ou des contrats de collecte de récolte. L'incidence de la pauvreté est faible à modérée et se limite aux très petits exploitants et travailleurs agricoles.

Le système de production mixte céréales-cultures à racines et celui axé sur le maïs

Ce système s'étend à travers la zone sub-humide sèche d'Afrique de l'Ouest jusqu'en Afrique centrale et australe. La superficie totale est de 312 millions d'hectares pour une population agricole de 59 millions. Les terres cultivées sont estimées à 31 millions d'hectares dont seulement 0,4 million en irrigué. L'élevage de bovins y est pratiqué de manière extensive, avec quelque 42 millions de têtes de bétail. Bien que le maïs, le sorgho et le mil soient communément cultivés, les tubercules tels que l'igname et le manioc ont une part prépondérante. La pratique de l'association culturale est courante et une large gamme de spéculations est cultivée et commercialisée. La principale contrainte est la sécheresse. L'incidence de la pauvreté est faible et les perspectives de croissance agricole sont excellentes. La zone abritant ce système pourrait devenir le

grenier de l'Afrique et constituer une importante source de recettes d'exportation.

Pour le maïs, il s'agit du système de production alimentaire prépondérant en Afrique de l'Est et australe; il s'étend à travers les zones de plateaux et de hauts plateaux de 800 à 1 500 m. La superficie totale est de 246 millions d'hectares pour une population agricole de 60 millions d'habitants. Les terres cultivées sont de l'ordre de 32 millions d'hectares dont seulement 0,4 million sous irrigation. La culture vivrière est le maïs tandis que les principales ressources monétaires proviennent des montants envoyés par les migrants, du bétail, des petits ruminants, du tabac, du café, du coton et la vente de cultures vivrières telles que le maïs et les légumineuses à grains. L'élevage compte 36 millions de bovins. Ce système connaît actuellement une crise dans la mesure où l'utilisation des intrants a fortement baissé du fait d'une pénurie de semences, d'engrais et de produits agrochimiques, associée aux prix élevés des engrais par rapport au prix du maïs. La sécheresse et l'instabilité des marchés sont les principales contraintes. On note dans cette région peu de pauvreté chronique. En dépit de la crise actuelle qui l'affecte, les perspectives de croissance agricole à long terme y sont relativement bonnes et le potentiel de réduction de la pauvreté élevé.

Le mil et le sorgho

Le système agropastoral axé sur le mil et le sorgho est pratiqué dans les zones semi-arides de l'Afrique de l'Est et sur de larges surfaces en Afrique de l'Est et australe. La superficie totale est de 198 millions d'hectares avec une population agricole de 33 millions d'habitants. La superficie cultivée est de 22 millions d'hectares et la pression exercée sur les rares terres arables est très forte. L'agriculture et l'élevage y revêtent pratiquement la même importance. Le sorgho pluvial et le petit mil sont les principales sources d'alimentation tandis que le sésame et les légumineuses à grains sont parfois commercialisés. On y compte 25 millions de bovins, ainsi que des ovins et des caprins. La sécheresse y constitue la principale cause de vulnérabilité et la pauvreté est fréquente et quelquefois chronique. Malgré que le potentiel de réduction de la pauvreté soit moyen, il n'en demeure pas moins que ce système est l'un des plus usités sur le continent.



"Barrage Gariep, Afrique du Sud" par Nic Roets - Public domain

LUTTE CONTRE LES PÉNURIES D'EAU LA NÉCESSITÉ DE LA MAÎTRISE DE L'EAU

Par Alexandre Korbéogo

L'eau est l'élément capital dans les systèmes d'irrigation. L'agriculture ne peut se développer sans ressource hydrique disponible. En Afrique, le défi des États et des producteurs est et demeure la maîtrise de l'eau pour varier et diversifier les cultures.

Les retenues d'eau en Afrique sont la clé du développement de l'agriculture sur le continent. Pour les pays du Sahel et ceux touchés, en grande partie par la sécheresse, la maîtrise de l'eau est un impératif. Sans eau, il n'y a pas de culture irriguée. Les périmètres irrigués existent parce que l'eau est disponible. Cependant, la question mérite d'être posée afin de savoir ce que renferme le système irrigué. Il regroupe des grands périmètres irrigués couvrant 35 millions d'hectares pour une population agricole de 7 millions d'habitants. La culture irriguée est renforcée par des cultures pluviales ou par l'élevage. La maîtrise de l'eau est totale ou partielle tandis que la taille des exploitations va de 22 hectares par ménage à moins de 1 hectare. Dans le système irrigué, le risque d'échec total de culture n'existe pratiquement pas mais le revenu des exploitants est sensible aux pénuries d'eau, à la détérioration des structures d'irrigation et au déséquilibre entre les coûts des intrants et les prix des produits. La plupart des périmètres sont aujourd'hui confrontés à des crises mais si

les problèmes d'ordre institutionnel sont résolus, le potentiel de croissance agricole futur est garanti. L'incidence de la pauvreté est plus faible que dans les autres systèmes de production et le nombre de pauvres en termes absolus est réduit. De nombreux pays africains ont fait de la maîtrise de l'eau une priorité. Le Maroc est un exemple dans ce sens. L'une des ambitions les plus chères au Roi Mohamed VI est de pouvoir rendre l'eau disponible et gratuite pour les populations marocaines. C'est une ambition dont la réalisation ne semble pas impossible vu que le pays a une ouverture maritime. Si les pays africains parviennent à la maîtrise de l'eau, la sécurité alimentaire sera une réalité.

Une problématique mondiale

Les moyens de développer et de gérer durablement les grands barrages, mais aussi de répartir plus équitablement les bénéfices et les coûts qu'ils engendrent au sein de la société,

ont récemment été au cœur des réflexions internationales. Cela s'explique en partie parce que les principes d'un partage équitable des bénéfices sont incarnés dans plusieurs mouvements complémentaires plus larges en faveur du développement durable et d'une réforme de la gouvernance du secteur de l'eau qui émergent à travers le monde. En Afrique, divers efforts sont actuellement déployés dans différents contextes en vue de garantir des mécanismes de sauvegarde. Notamment, des moyens concrets d'adopter les principes de gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) qui considèrent l'eau comme un bien économique, social et environnemental doivent être identifiés. Il incombe à toutes les parties prenantes et non aux seules organisations de l'eau de travailler en partenariat pour parvenir à intégrer ces éléments et ces dimensions ; la réduction de la pauvreté doit être un but explicite de la fourniture des infrastructures, particulièrement dans le cas des grands barrages qui ont souvent un impact défavorable disproportionné sur les communautés locales et



"Projet d'irrigation du fleuve Orange, Afrique du Sud" par Jesse Allen - NASA Earth Observatory. - Public domain

les usagers traditionnels des fleuves. Aussi, les synergies intersectorielles entre gestion foncière, génération de revenus locaux et gestion durable des barrages en guise d'actifs physiques doivent être capturées. Ainsi, la prolongation de la durée d'exploitation des réservoirs par la plantation d'arbres dans les zones de protection des sources ou l'adoption de pratiques culturelles et de pâturages qui luttent contre la désertification, l'érosion du sol et les processus de sédimentation des bassins fluviaux assurent des bénéfices multiples. Il ne faut pas oublier que des actions locales capables de protéger et de gérer les fonctions et les services des écosystèmes aquatiques dans les fleuves, les plaines inondables et les zones humides dont dépendent les populations pour leurs moyens de subsistance doivent être financées. Des mesures novatrices et des mécanismes d'incitation doivent être fournis, qui renforcent les capacités locales afin d'adapter les systèmes d'exploitation des ressources foncières et hydriques aux changements climatiques.

Les pays à fort potentiel d'irrigation

En 2008, une étude sur les infrastructures locales en Afrique a étudié 149 barrages. Sur les 149 barrages identifiés, le développement de l'irrigation autour de 49 barrages existants et 57 barrages en projet serait rentable, et permettrait d'ajouter 2 millions d'hectares aux 6 millions déjà irrigués. L'investissement de seulement 1,3 milliard de dollars EU dans l'exploitation agricole

devrait produire un retour de 6,8 milliards de dollars EU (en valeur nette actualisée). Sur les surfaces ainsi nouvellement irriguées, 0,9 million d'hectares le seraient autour de barrages existants. Le reste, soit 1,1 million d'hectares, seraient associés à des réservoirs en projet. Le ratio avantages-coûts des systèmes d'irrigation liés à des barrages existants est, avec 8,9, très supérieur au ratio correspondant de 2,6 pour les barrages en projet. Les hypothèses de départ, pour effectuer ces calculs, sont: un taux d'escompte de 12 %, un coût d'investissement de 1000 dollars par hectare, un coût d'entretien des canaux et d'acheminement de l'eau de 0,0025 dollar par mètre-cube, et des coûts annuels de fonctionnement et d'entretien des exploitations agricoles de 4 dollars par hectare.

Les pays présentant le plus fort potentiel d'irrigation à grande échelle basée sur des barrages existants sont le Kenya, la Tanzanie et la Zambie qui offrent chacun entre 100.000 et 200.000 hectares de potentiel. Les retours économiques les plus importants sont attendus en Tanzanie et au Nigeria, où les ratios avantages-coûts varient de 20 à 40. Pour ce qui est des systèmes basés sur les barrages en projet, le potentiel le plus important en termes de superficie est celui du Soudan et du Nigeria, avec chacun entre 150 et 250 milliers d'hectares. En termes de retour économique le plus fort potentiel des systèmes adossés à des barrages en projet se trouve en Côte d'Ivoire et au Niger, avec des ratios avantages-coûts supérieurs à 20.

Réhabiliter ce qui est hors service

Avant, toutefois, d'examiner le potentiel d'extension additionnelle des zones irriguées de la région subsaharienne, il convient de se pencher sur la réhabilitation des équipements existants. Sur les 6 millions d'hectares déjà équipés pour l'irrigation, près d'1 million ont besoin d'être réhabilités. La part des surfaces équipées pour l'irrigation qui a besoin de réhabilitation varie énormément selon les pays, passant de presque 0% en Afrique du Sud et à Madagascar à près de 100% au Lesotho. Parmi les trois pays les plus irrigués, le Soudan est le plus mal loti à cet égard avec près de 60 % de ses 1,9 million d'hectares de terres irriguées qui nécessitent une réhabilitation. Au prix d'environ 1 900 dollars par hectare, le coût d'une réhabilitation reste nettement inférieur au coût du développement d'un nouveau système comprenant la construction d'un réservoir. Par contre, si les coûts de stockage de l'eau sont déjà couverts par ailleurs (par exemple, par un projet hydroélectrique), le coût d'une réhabilitation est largement supérieur au coût additionnel de mise en place d'un nouvel équipement. Les décisions finales sur les coûts et bénéfices relatifs de systèmes d'irrigation neufs ou réhabilités doivent être prises au cas par cas. Le plus souvent, la décision prendra en compte avant tout la raison pour laquelle les systèmes existants ne fonctionnent pas. L'Afrique a besoin d'infrastructures pérennes dans le domaine de la maîtrise de l'eau.